

## Revue de presse 30 décembre 2020

### Economie / Nationale

#### ➤ **Finance publique, Dettes, budget de l'Etat, fiscalité, inflation, PIB et croissance**

##### **Le FKD accorde à la Tunisie un crédit de 263 MD**

La Tunisie a signé un accord de financement avec le Fonds Koweïtien pour le développement économique arabe (FKD), d'une valeur de 263 millions de dinars (MD). Soit l'équivalent de 30 millions de dinars koweïtiens (KWD). La signature a eu lieu aujourd'hui au Koweït.

Ce Crédit accordé par le FKD, contribuera au financement du projet d'amélioration des réseaux d'eau potable dans les zones urbaines en Tunisie au profit de la SONEDE. A indiqué le ministère de l'Economie, des finances et d'appui à l'investissement. Et ce dans un communiqué publié mardi à Tunis.

En effet, il s'agit du 4ème financement accordé par l'Etat du Koweït. Et ce dans le cadre d'une enveloppe de 500 millions de dollars, annoncée lors de la conférence internationale pour l'investissement « Tunisia 2020 ». Koweït a accordé ce montant sous forme des crédits avantageux sur 5 ans. Soit 100 Millions de dollars chaque année, de 2016 jusqu'à 2020. Et ce à travers le FKD.

<https://cutt.ly/CjeYPBF>

#### ➤ **Financement, investissement, marché et politique monétaires, secteur financier et bancaire, bourse, leasing et bailleurs de fonds**

##### **La Banque Centrale propose un fonds de relance pour soutenir les entreprises impactées par la Covid\_19**

Lors de la sixième réunion du Comité de Surveillance Macro-prudentielle et de Gestion des Crises Financières de la BCT, tenue lundi, 28 décembre 2020, la création d'un fonds de relance destiné à soutenir les entreprises impactées par la pandémie de la Covid\_19 a été proposé. L'objectif, selon la BCT, est « d'assurer les conditions propices à leur relance ».

A travers cette proposition, les membres du comité soulignent la nécessité de compléter les dispositifs d'accompagnement et les mesures exceptionnelles, prises par les pouvoirs publics et les autorités de régulation pour limiter l'impact économique de la crise.

Les modalités institutionnelles et pratiques de ce fonds devraient être déterminées en concertation avec l'écosystème entrepreneurial.

Les membres du comité ont également convenu de la nécessité d'améliorer davantage la veille pour le suivi de l'impact de la crise sur les opérateurs publics et privés et de renforcer les mesures d'accompagnement pour assurer le soutien de l'activité économique et garantir la stabilité et la solidité du secteur financier.

Par ailleurs, le comité a passé en revue l'évolution de la conjoncture économique et financière au cours de l'année 2020 et a examiné la situation du secteur bancaire et les résultats du stress-test qui ont montré la résilience du secteur face à la crise pandémie sanitaire, ainsi que l'activité sur le marché financier, des sociétés d'assurance et des institutions de la microfinance.

<https://cutt.ly/rieYAJ8>

### **La TIA se met au service des startups tunisiennes bénéficiaires du “Label Startup”**

Les start-up bénéficiaires d'un certificat de déclaration d'investissement et du “Label Startup” vont bénéficier de l'accompagnement du service de l'interlocuteur unique pour parachever les procédures de formation juridique des sociétés. C'est en tout cas ce qu'indique l'Instance tunisienne de l'investissement (TIA, Tunisian Investment Authority), dans un communiqué publié lundi 28 décembre 2020.

Dans ce cadre, elle appelle les entreprises concernées à déposer leurs demandes directement aux services de l'Instance (Rue du Lac Huron, aux Berges du Lac 1) où à travers son site électronique.

A rappeler que la TIA a récemment signé une convention de coopération avec le ministère des Technologies de la communication et de la Transformation numérique visant à accompagner et encadrer les start-up et à les aider à la formation juridique.

Le ministère des TIC a révélé, d'après ses données publiées le 8 décembre 2020, que le nombre des entreprises bénéficiant du Label Startup en Tunisie s'élève à 379 entreprises.

<https://cutt.ly/EjeYSeS>

### **➤ Secteur agricole, industrie de transformation, ressources hydrauliques et forêts**

#### **Le prix de l'ammonitrate destiné aux agriculteurs fixé à 500 dinars la tonne**

Le ministère du Commerce et du développement des exportations a indiqué, mardi, que les prix de l'ammonitrate industriel emballé a été fixé dans les différents circuits de distribution comme suit :

Prix de vente du Groupement Chimique Tunisien (GCT) : 430 D/tonne

Marge de gain pour la vente de gros est de 25 dinars/tonne. La marge de gain pour la vente de détail est de 45 dinars/ tonne.

Prix de vente pour les agriculteurs : 500 dinars/ tonne.

Dans un communiqué, le ministère a souligné qu'il œuvrera, en collaboration avec les différents intervenants, à renforcer le contrôle des circuits de distribution et à lutter contre toutes les formes de spéculation. En septembre dernier, le GCT a été chargé d'importer 60 000 tonnes d'ammonitrate sur trois tranches de 20 mille tonnes pour un coût estimatif de 45 millions de dinars.

Jusqu'à présent, la Tunisie a importé 18 mille tonnes d'ammonitrate provenant de Russie, L'ammonitrate permettra de couvrir les besoins des agriculteurs pour assurer le bon déroulement de la nouvelle saison d'ensemencement des grandes cultures puisqu'il représente environ 90% des engrais azotés utilisés en Tunisie.

<https://cutt.ly/kjeYSvM>

## ➤ **Opinion et analyse, interview, enquête, classement et étude**

### **Contre la criminalité financière et l'informel, la technologie**

Comment lutter contre la criminalité financière ? Par une économie plus saine et plus inclusive, répond la CTAF (Commission tunisienne des analyses financières) dans son tout récent rapport d'activité 2018/2019.

En réalité, il ne s'agit pas que de promulguer des lois, mais d'oser les changements qui imposent la transparence nécessaire pour limiter au maximum les actes délictueux, tels le blanchiment d'argent, la contrebande "financière" -très liée au terrorisme ou la fraude fiscale. Il s'agit de mobiliser les acteurs économiques et financiers par le développement du renseignement et la mise en place de partenariats entre le secteur public et le secteur privé, le combat étant commun. Il s'agit aussi de mettre à contribution toutes les ressources technologiques existantes.

En Tunisie, 4 milliards de dinars circulent dans le secteur informel. Un montant important, lequel injecté dans le circuit formel pourrait améliorer considérablement les ressources financières de l'Etat.

Mais comment les récupérer ?

«La solution est simple, répond Rym Kolsi, directrice générale de la politique monétaire à la BCT. Il faut commencer par dématérialiser les opérations financières avec les institutions publiques. Il est, par exemple, inconcevable qu'en Tunisie aujourd'hui on exige que le paiement de la vignette se fasse par du cash. Dans d'autres pays, vous payez par carte, et c'est mieux pour tout le monde parce qu'il y a plus de visibilité et la traçabilité est garantie. Et puis à l'ère de l'intelligence artificielle, il faut gagner le pari de la digitalisation. Dans notre pays, on achète de l'immobilier en espèces dissimulées dans des sacs en plastique. C'est impensable».

En Tunisie, pourtant, selon une étude intitulée "Scénarios fin 2020 et stratégie de sauvetage et de sortie de crise : le vecteur numérique et digital" publiée par l'Institut tunisien des études stratégiques (ITES), les transactions e-financières n'ont pas dépassé les 15% en 2018. Ceci bien que la BCT, pour limiter les opérations non comptabilisées de l'économie parallèle, ait publié, le 31 décembre 2018, une circulaire permettant aux nouveaux fournisseurs de paiement électronique d'entrer sur le marché. En mai 2019, le ministère des Finances a mis en place un ensemble de nouveaux services numériques pour faciliter le paiement des factures, les taxes et autres redevances par les citoyens et les entreprises.

Selon l'étude de l'ITES, cet ensemble de nouveaux services numériques et législations qui visent à réduire l'utilisation des liquidités et à augmenter les paiements électroniques facilitant les paiements en ligne durant la pandémie ont été moins fructueux. Le volume des transactions bancaires électroniques a atteint 2,9 milliards de dinars au cours du confinement, soit presque le même niveau qu'au cours de la période de mars à mai 2018 (2,8 milliards de dinars) alors que le chiffre attendu était de 4 milliards de dinars.

<https://cutt.ly/XjeYDuC>

### **La recette pour attirer en Tunisie les touristes chinois**

Perçus par les autorités touristiques tunisiennes comme un marché à fort potentiel et une niche porteuse pour diversifier le balnéaire, les touristes chinois sont de plus en plus courtisés pour visiter la Tunisie.

Au nombre de 29 974 en 2019 contre seulement quelques centaines avant 2010, ces touristes sont toutefois exigeants. Par le canal de leurs diplomates en Tunisie, ils demandent aux autorités tunisiennes de réunir un certain nombre de conditions pour pouvoir en attirer un plus grand

nombre. Parmi celles-ci figure la maîtrise de la langue chinoise. Les Chinois seraient fermes sur cette question. Ils veulent que les négociateurs officiels du tourisme tunisien auxquels ils ont affaire et que les guides touristiques tunisiens qui accompagnent les groupes de touristes chinois en Tunisie s'expriment en mandarin.

La deuxième condition concerne la gastronomie. Les touristes chinois souhaitent manger comme chez eux. Autrement dit, ils demandent à ce que des restaurants chinois soient aménagés partout où ils iront en Tunisie.

La troisième exigence porte sur l'hébergement. De nombreux investisseurs chinois se sont déplacés, depuis 2015 en Tunisie, pour rencontrer les ministres tunisiens en charge du Tourisme pour les informer qu'ils souhaitent investir dans le secteur touristique en Tunisie. Ils veulent construire des hôtels de luxe adaptés aux spécificités de la clientèle chinoise.

<https://cutt.ly/JjeYDYj>

### ➤ Santé / Situation sanitaire

#### **Pénurie des médicaments en Tunisie : la situation s'aggrave face au silence des autorités**

La problématique de la pénurie des médicaments en Tunisie a été remise au goût du jour ce mardi 29 décembre 2020 par le président de l'association des pharmacies d'officines, Nadhem Chokri. S'exprimant dans une déclaration accordée à l'agence TAP, il rappelle que la Tunisie fait face à une grande pénurie et qu'elle a du mal à s'approvisionner en médicaments. Cette crise touche essentiellement les pharmacies privées.

Plusieurs médicaments sont concernés, notamment ceux qui sont destinés pour le traitement des maladies graves. La cause selon le syndicaliste : La mauvaise gouvernance, la crise des caisses sociales, notamment la CNAM (Caisse Nationale d'Assurance Maladie) et l'incapacité de la PCT (Pharmacie Centrale de Tunisie) à assurer l'approvisionnement en médicaments.

Pour sa part, le président du syndicat des pharmaciens d'officines, Mustapha Laaroussi, estime que cette crise devrait durer jusqu'en 2021. Il est nécessaire, selon lui, de s'attaquer à la racine du problème.

Une problématique de longue date

Ce n'est pas la première fois que les questions de la pénurie des médicaments et de la crise du secteur soient évoquées. Au sein de la PCT, la gouvernance laisse à désirer à bien des égards. En effet, les hôpitaux publics sont nombreux à se procurer des médicaments, mais sans forcément les payer à l'achat. Cela constitue un énorme manque-à-gagner pour la PCT. Pis encore : l'institution centrale semble avoir fait des choix stratégiques qui n'ont, justement, rien de stratégiques. En effet, elle importe des médicaments de l'étranger, en devises, alors que des produits équivalents sont fabriqués à l'échelle nationale.

Bref, il est temps de se pencher, enfin et sérieusement, sur la crise de l'industrie pharmaceutique. Il faut commencer par encourager l'industrie nationale. La PCT, pour sa part, doit assainir son mode de gouvernance. Ce serait déjà un premier pas, mais il y a encore du pain sur la planche.

<https://cutt.ly/fjeYD7J>

## Economie / Internationale

### المنطقة العربية مرشحة لتكون مصدراً رئيسياً للهيدروجين الأزرق والأخضر

قال تقرير اقتصادي حديث إن منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا مرشحة بقوة لأن تصبح مصدراً رئيسياً للهيدروجين الأزرق والأخضر، نظراً لانخفاض كلفة مصادر الغاز الطبيعي والطاقة المتجددة فيها، لافتاً إلى أن عدداً من دول المنطقة - بما في ذلك السعودية والمغرب - قد اتخذت خطوات جديّة لتعزيز موقعها كمصدرين منخفضي الكلفة للهيدروجين الأزرق والأخضر والأمنيا منعدمة الانبعاثات الكربونية وغيرها من المنتجات المشابهة.

وقال تقرير «توقعات استثمارات الكهرباء في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا 2020 - 2024» للشركة العربية للاستثمارات البترولية (إيبكورب)، إن ازدياد الاستثمارات المخطط لها في مشاريع نقل وتوزيع الكهرباء في كثير من دول المنطقة خلال السنوات الخمس المقبلة يمثل من أبرز التطورات والتوجهات الإقليمية التي رصدها التقرير، وذلك نتيجة تنامي حصة الطاقة المتجددة في مزيج توليد الكهرباء والمساعي القائمة لتطوير الربط الكهربائي بين دول المنطقة.

ومن جهة أخرى، قال التقرير إن دور القطاع الخاص في تمويل مشاريع توليد الكهرباء في المنطقة ما زال يعتمد إلى حد كبير على الإصلاحات في القطاع والضمانات الحكومية، حيث يشير التقرير إلى أن معظم المشاريع التي تزيد ديونها على أصولها تعتمد نموذج تمويل دون حق رجوع، أو مع حق رجوع محدود بنسبة دين إلى الأصول من 60 إلى 40 بالمائة و80 إلى 20 بالمائة على التوالي، وقد تصل هذه النسبة إلى 85 : 15 بالمائة للمشاريع منخفضة المخاطر المدعومة بضمانات حكومية قوية، لكن هذا الوضع قد يتغير جزاء الإصلاحات التنظيمية الرامية إلى دعم مصادر الطاقة المتجددة، بالإضافة إلى التداعيات التي خلفتها أزمة 2020.

وأوضح التقرير أن التقديرات تشير إلى أن تداعيات جائحة فيروس كورونا على القطاعات الصحية والاقتصادية والمالية قد كلفت الاقتصاد العالمي ما يقارب تريليون دولار مع تفاوت آثارها من قطاع لآخر، بما في ذلك قطاع الكهرباء، بالإضافة إلى إبرازها أهمية استقرار إمدادات الكهرباء والخدمات الرقمية بالنسبة للاقتصاد، فقد أثرت الجائحة بشكل ملموس على طبيعة الطلب على الكهرباء في قطاعات الاقتصاد الرئيسية الثلاثة والممثلة بالقطاع السكني والتجاري والصناعي.

وقال: «ازدادت حصة استهلاك الكهرباء في القطاع السكني على حساب القطاعين الصناعي والتجاري، في ظل تراجع النشاط التجاري والصناعي من جهة، وزيادة الوقت الذي يقضيه الناس في منازلهم بسبب إجراءات الإغلاق من جهة أخرى». ووفقاً لتقرير «إيبكورب»، يستحوذ القطاع السكني حالياً على 41 في المائة من إجمالي الطلب على الكهرباء في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا، يليه قطاعا الصناعة والتجارة بنسبة 21 في المائة و20 في المائة على التوالي، فيما تشكل النسبة المتبقية البالغة 18 في المائة من قطاعات أخرى كالزراعة والنقل، بالإضافة إلى عوامل أخرى.

<https://cutt.ly/djeYFOY>

## Pays du Maghreb / Afrique du Nord

### **Maroc. Une convention de coopération pour une économie solidaire**

Cette Convention rentre dans le cadre de la stratégie du Royaume, impulsée par le Roi Mohammed VI au profit de la diaspora marocaine, ainsi que dans l'esprit de l'article 16 de la Constitution marocaine.

Cette Convention de coopération a pour objectif de mettre en place un partenariat entre les deux ministères pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'un programme de coopération et de coordination qui porte sur les sujets de développement de l'économie solidaire et notamment le développement des coopératives au Maroc.

#### Savoir-faire de la diaspora

Elle adresse les mesures d'incitation aux investissements des MRE dans ce domaine et la manière dont le Maroc peut bénéficier de l'expertise et du savoir-faire de la diaspora pour améliorer les capacités des coopératives existantes et de créer d'autres.

La Convention prévoit aussi l'échange d'informations entre les trois partenaires au sujet des coopératives dans toutes les régions du pays pour leur apporter toute l'assistance nécessaire pendant les phases de création et post-crédation qui sont les plus cruciales.

Plan d'action 2021-2030

La Convention repose sur un plan d'action qui couvrira la période 2021-2030 et qui vise à terme que 80% des coopératives d'artisanat et du tourisme soient accompagnées par des MRE disposant de compétences dans ces domaines.

Fin 2018, le Maroc recensait 20.000 coopératives dont 2.600 gérées par des femmes et employant plus de 146.368 femmes sur un effectif global de 504.715 membres, soit 29%. Ces coopératives concernent essentiellement les secteurs de l'artisanat et l'agriculture. Il est à noter que les coopératives au Maroc sont régies par un cadre juridique spécifique à travers la loi 112-12 qui a été modifiée par la promulgation d'une nouvelle loi 74-16.

<https://cutt.ly/1jeYF9d>

### مصر تتفق على تمويل مع "الاستثمار الأوروبي" بـ1.1 مليار يورو بشأن تمويل البنك لـ3 مشروعات للبنية التحتية

أعلنت الحكومة المصرية، توقيع اتفاق تمويل مع بنك الاستثمار الأوروبي، بشأن تمويل البنك لـ3 مشروعات للبنية التحتية بقيمة 1.1 مليار يورو.

يأتي هذا التمويل ضمن الاتفاق الذي أقره بنك الاستثمار الأوروبي لمصر بقيمة 1.9 مليار يورو خلال يوليو الماضي، لدعم قطاع النقل والمشروعات الصغيرة والمتوسطة، بواقع 800 مليون يورو للبنك الأهلي المصري للمشروعات الصغيرة والمتوسطة، و1.1 مليار يورو لوزارة النقل.

وفي بيان، كشفت وزيرة التعاون الدولي في الحكومة المصرية، رانيا المشاط، أن إجمالي التمويلات المقدمة من بنك الاستثمار الأوروبي لمصر تجاوزت ما يقرب من 10.6 مليار يورو.

وقالت مديرة العمليات لدول الجوار ببنك الاستثمار الأوروبي فلانيا بالانزا، إن بنك الاستثمار الأوروبي يعطي أولوية لمشروعات دعم قطاع النقل المستدام.

وكان صندوق النقد الدولي قد أشار قبل أيام، إلى استكمال المراجعة الأولى لبرنامج الإصلاح الاقتصادي في مصر، بما يتيح للحكومة سحب نحو 1.67 مليار دولار.

وأوضح أن إجمالي الأموال المنصرفة لمصر في إطار اتفاق ائتماني مدته 12 شهرا بلغ نحو 3.6 مليار دولار.

<https://cutt.ly/BjeYGlN>

### Pays arabes/ Pays du Golfe / Moyen-Orient / Golfe persique

#### الأردن تسلم 45 مليون دولار كدفعة 3 من المنحة الأميركية

تسلم الأردن الدفعة الثالثة من قيمة المنحة النقدية الأميركية السنوية لعام 2020، بقيمة 45.2 مليون دولار، بحسب ما أكده وزير التخطيط والتعاون الدولي ناصر الشريدة لـ "المملكة".

وأضاف الشريدة أن "الدفعة الثالثة هي الأخيرة من المنحة النقدية الأميركية للعام الحالي، وتعادل 32.546 مليون دينار أردني".

الأردن، تسلم في نهاية شهر أيلول/سبتمبر الماضي الدفعة 2 من قيمة المنحة النقدية الأميركية السنوية للعام ذاته، بقيمة 100 مليون دولار، وتسلم في شهر تموز/ يوليو الدفعة الأولى من المنحة الأميركية البالغة قيمتها 699.9 مليون دولار.

وتبلغ قيمة المنحة النقدية الأميركية للأردن العام الحالي 845 مليون دولار، تم توقيع الدفعة الأولى في 27 تموز/ يوليو الماضي، بقيمة 699.9 مليون دولار، وتحويلها بالكامل إلى حساب الخزينة العامة.

الدفعة الأولى من المنحة، تشمل 350 مليون دولار حولت بالكامل إلى بند دعم الخزينة في خطة الاستجابة الأردنية للأزمة السورية.

<https://cutt.ly/vjeYHyO>

## تركيا وبريطانيا توقعان اتفاق تجارة حرة لما بعد «بريكست»

وقعت تركيا وبريطانيا اتفاقية تجارة حرة اليوم الثلاثاء، وذلك قبل أيام من خروج بريطانيا رسمياً من الاتحاد الأوروبي، وذلك للإبقاء على التدفق الحالي للبضائع.

ووقع وزيراً التجارة من كلا البلدين الاتفاقية خلال مؤتمر عن بعد نقله التلفزيون. وقال وزير التجارة التركي روهصار بكجان إنها ستدخل حيز التنفيذ في الأول من يناير (كانون الثاني) 2021، مما يضمن انتقالاً سريعاً بعد انتهاء اتفاقية حالية بنهاية العام.

وقالت وزارة التجارة البريطانية يوم الأحد إن الاتفاقية ستحل محل شروط التجارة الحالية. وبلغ حجم العلاقات التجارية بين البلدين 18.6 مليار جنيه إسترليني (25.25 مليار دولار) في 2019.

<https://cutt.ly/tjeYHbV>

## المعنويات الاقتصادية في تركيا تراجعت 3.5% في ديسمبر

أظهرت بيانات من معهد الإحصاء التركي، اليوم الثلاثاء، أن مؤشر المعنويات الاقتصادية في تركيا انخفض 3.5 في المائة على أساس شهري في ديسمبر (كانون الأول) إلى 86.4 نقطة، إذ دفعت قفزة في وتيرة حالات الإصابة الجديدة بفيروس كورونا، أنقرة، إلى فرض حظر تجول وإجراءات إغلاق.

بلغ المؤشر في وقت سابق من العام الجاري مستوى قياسياً منخفضاً على خلفية إجراءات لمكافحة فيروس كورونا. وارتفع لستة أشهر متتالية مع تخفيف القيود قبل أن يعاود النزول في نوفمبر (تشرين الثاني).

وكانت آخر مرة تخطى فيها المؤشر حاجز المائة نقطة في مارس (آذار) 2018. وتشير أي قراءة فوق المائة إلى توقعات متفائلة وما دونها إلى تشاؤم.

<https://cutt.ly/GjeYH1V>